La zone euro accorde un répit à l'Espagne

13/03/2012 à 16h49

La zone euro a accordé sa mansuétude à l'Espagne lundi soir en acceptant qu'elle affiche un déficit plus élevé que prévu cette année, mais en maintenant l'objectif d'un retour dans les clous européens l'année prochaine.

Réunis à Bruxelles, les ministres des Finances de l'Union monétaire ont donné un peu d'air au chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy en lui demandant de réduire à la fin de cette année son déficit public à 5,3% du produit intérieur brut contre un objectif de 4,4% prévu à l'origine.

Ce nouvel objectif est néanmoins un peu inférieur à celui qu'avait annoncé M. Rajoy le 2 mars à l'issue d'un sommet européen, lorsqu'il avait parlé d'un chiffre de 5,8%, suite à un déficit en 2011 beaucoup plus important que ce qui était escompté, supérieur à 8%.

> ***Pour cette année, «l'Eurogroupe (forum des ministres) estime que la correction du déficit excessif devrait être garantie par un effort supplémentaire de l'ordre de 0,5 point de pourcentage du produit intérieur brut», soit 5,3%, a déclaré à la presse le chef de file de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker à l'issue de la réunion à Bruxelles.***

Dans le même temps, la zone euro a insisté pour que Madrid respecte son engagement à ramener l'année prochaine son déficit public à 3% du PIB, soit le maximum toléré par le Pacte de stabilité et de croissance. Et elle a salué un engagement en ce sens du gouvernement espagnol.

«*Il est crucial que l'Espagne se soit engagée à respecter cet objectif budgétaire»,* a souligné le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, pour qui c'est *«essentiel pour rétablir la confiance dans l'économie espagnole et dans celle de la zone euro dans son ensemble*».

Mais au final, l'Espagne a bien obtenu un geste de ses partenaires.

«*Ce qui est vraiment important c'est l'objectif 2013, ce qui est moins important ce sont les moyens choisis pour 2012*», a tenté de se justifier M. Juncker.

De nombreux économistes jugeaient de toute façon irréaliste d'exiger de l'Espagne qu'elle divise par deux son déficit en une seule année en 2012 à 4,4%, au risque sinon de plonger ce pays dans une grave récession comme en Grèce.

Le problème à présent, selon eux, est que Madrid ne parviendra probablement pas non plus à tenir l'objectif d'un retour à 3% de déficit en 2013.

La décision de l'Eurogroupe d'assouplir l'objectif pour 2012 est «*une grande concession*» et «*l'accord consistant à dire qu'on maintient l'objectif 2013 à 3% est intenable*», a ainsi souligné Sony Kapoor, du centre de recherche Re-define.

La concession faite à Madrid risque toutefois de mécontenter d'autres pays, contraints de se serrer la ceinture, comme la Belgique, qui a renforcé dimanche son plan de rigueur en adoptant un nouveau train de mesures d'austérité d'un total de 1,82 milliard d'euros, qui s'ajoutent aux 11,3 milliards

d’économies décidés fin 2011.

Un effort salué comme «*considérable*» par M. Juncker lundi soir.

Il a réfuté l’idée selon laquelle la souplesse dont les partenaires de l’Espagne ont fait preuve lundi constitue un premier coup de canif dans les engagements de la zone euro à plus de discipline budgétaire. Et ce moins de deux semaines après la signature d’un nouveau pacte de discipline budgétaire.

«*Nous n’allégeons nullement les contraintes*» budgétaires européennes, a-t-il affirmé, tandis que M. Rehn a rappelé que le retour de l’Espagne dans la limite des 3% de déficit public était prévu pour 2013 et pas avant, contrairement par exemple à la Hongrie qui aurait dû revenir dans les clous dès 2011 et qui ne l’a pas fait.

Budapest devrait d’ailleurs se voir imposer mardi par les ministres des Finances de l’UE un gel à hauteur de près de 500 millions d’euros des fonds de cohésion qui lui sont destinés, et qui devrait rester en place tant qu’elle ne reviendra pas à l’orthodoxie budgétaire.

La soirée de lundi a aussi permis de confirmer le lancement du deuxième programme d’aide à la Grèce, d’un montant de 130 milliards d’euros. Il s’agit d’un «*montant sans précédent pour garantir l’avenir de la Grèce dans la zone euro*», a insisté M. Juncker, ajoutant que désormais, «*l’avenir de la Grèce dans la zone euro ne fait aucun doute*».

Mieux, la dette publique grecque sera ramenée à 117% du PIB du pays en 2020, soit en dessous de l’objectif de 120,5% fixé par l’Eurogroupe, grâce notamment à la réussite du plan d’effacement de la dette d’Athènes par ses créanciers privés, a annoncé M. Juncker.

En revanche, aucune décision n’a été prise sur le renforcement

du pare-feu de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES) qui entrera en vigueur en juillet.

L'Allemagne continue à traîner des pieds sur l'augmentation de la capacité de prêts du MES à 750 milliards d'euros, jugeant qu'il n'y a plus d'urgence compte tenu de l'accalmie sur les marchés financiers. Le sujet sera au menu de la réunion informelle de l'Eurogroupe prévue à la fin du mois à Copenhague.

La question du remplacement de l'Espagnol José Manuel Gonzalez-Paramo au directoire de la Banque centrale européenne (BCE), fin mai, a été également remise à plus tard.

«*Cela fait partie d'un ensemble de décisions qui se poursuivent*», a expliqué le ministre français des Finances, François Baroin.

Trois candidats sont en lice. Le gouverneur de la banque centrale du Luxembourg Yves Mersch tient la corde, selon des sources diplomatiques. Il est en concurrence avec l'Espagnol Antonio Sainz de Vicuna et le Slovène Mitja Gaspari.

Cette nomination très sensible entre dans le cadre d'un jeu de chaises musicales incluant trois autres postes importants, dont le futur président de l'Eurogroupe.

LaPresse.ca